



**CCI FRANCE
MADAGASCAR**

L'ÉCO

de la semaine

20 au 26 Avril 2024

SOMMAIRE

Partenariat CFAO-SIPEM : L'accès au crédit automobile facilité pour les particuliers.....	2
Programme ODOF : Une unité de séchage de fruits à Fénériver-Est	2
Direction générale des Impôts : atteindre un taux de pression fiscale de 18 % d'ici 2028.....	3
Investissement : La Chambre des mines plaide pour l'entrée en opération	3
14 550 touristes arrivés à Madagascar au mois de mars, plus de 36 000	4
Événement et exposition : L'environnement et la biodiversité à l'honneur	4
Réalisation des ODD : Une vive inquiétude au niveau mondial	4
Accès à l'électricité: 30 milliards de dollars nécessaires pour l'Afrique	5
Sûreté aérienne: la CEAC apporte son expertise	6
Facilité pour la résilience et la durabilité : Négociations techniques entre Madagascar et le FMI	6
Port de Toamasina : Un nouveau quai à conteneurs d'ici douze mois	6
Groupement professionnel : L'heure du bilan pour le Syndicat des industries de Madagascar	7
Filière taro : Analanjifofo vise les marchés de Mayotte et des Comores	7
Commerce mondial des marchandises :	8
Programme SUNREF : Une initiative en faveur du développement durable	9
Maroc - Madagascar: un échange de compétences pour l'industrialisation	10
Négociations avec le FMI : Gouvernance, environnement et énergie au menu	10
Syndicat des industries : La consommation du « Vita Malagasy» à renforcer.....	11
Industrie extractive: Energy Fuels rachète Base Resources.....	11
Projet PADAP : Réhabilitation de 76 barrages hydro-agricoles	12
Digitalisation : Les entreprises incitées à migrer vers le Cloud.....	12
Industrialisation : Le Japon prêt à soutenir le projet ODOF	12
Transformation des systèmes alimentaires	13
Projet Taratra : Débats sur l'exploitation des ressources minières dans l'Atsimo Andrefana	13
Fisc : Partenariat entre la DGI et l'Ordre des Experts Comptables	14
Technologie : l'Intelligence artificielle bientôt incontournable	15
Douanes : Des véhicules mis en vente aux enchères	15
YLANG-YLANG : Des entreprises étrangères en mission d'observation à Nosy Be	16
Eau potable : Pénurie sévère dans 36% des quartiers de la Capitale	16
China Railway 18th Bureau : 12 projets d'infrastructures d'un montant de 170 millions de dollars...	17
Développement sectoriel: Madagascar se dotera d'un Plan directeur de l'Elevage.....	17

Partenariat CFAO-SIPEM : L'accès au crédit automobile facilité pour les particuliers

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 20 AVRIL 2024

Un pas vers le développement du secteur automobile. L'accès au crédit automobile se voit facilité pour les particuliers. CFAO Mobility, concessionnaire, s'allie à la banque Sipem. Un partenariat que les deux parties qualifient de «stratégique». Les offres de financement offertes par la banque permettront d'offrir un choix plus large au client pour se payer une voiture auprès du concessionnaire. La banque financera jusqu'à 90 % du prix total du véhicule si l'on croit les explications fournies par le Directeur Général de Sipem hier à Anosizato lors de la signature de ce partenariat avec CFAO Motors. «L'idée de ce crédit auto, baptisé 'fiarantsika', est d'aller financer sur le lieu de vente et de faciliter l'accès à nos clients en commun qui vont acheter une voiture en même temps qu'ils vont boucler leur financement», explique Benoît Sarraute, Directeur Général de la banque Sipem. Pour les parties prenantes de ce partenariat, le client se voit gâté car, en plus de pouvoir se payer une voiture, avec des taux d'intérêt compétitifs, et une durée de remboursement qui va jusqu'à soixante mois, il sera accompagné personnellement dans ses choix et préférences. Il s'agit d'offres packagées tout-en-un, avec différentes déclinaisons et des offres de financement assorties aux besoins et spécificités de chaque portefeuille. Pour la gamme Suzuki, par exemple, le prix d'entrée de gamme sera de trente-huit mille ariary par jour. Pour Frédéric



Hébert, Directeur Général de CFAO Mobility Madagascar, il s'agit d'un partenariat où les activités se joignent en un point. «Nous sommes leader dans la distribution automobile à Madagascar, Sipem quant à lui est une banque qui est reconnue dans son domaine comme étant une banque partenaire des particuliers et des entreprises», confie-t-il en marge de la conférence de presse organisée pour lancer ce nouveau produit. Les financements permettront d'avoir accès à une large gamme de véhicules neufs chez CFAO, qui vont des petites citadines, en passant par les SUV et les stations wagons. Des voitures qui sont garanties sur cinq ans, soit cent cinquante mille kilomètres.

Programme ODOF : Une unité de séchage de fruits à Fénérive-Est

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 20 AVRIL 2024

Éviter les pertes et maximiser le rendement pour les producteurs, tel est l'objectif de l'unité de transformation de litchis installée à Fénérive-Est.

Un séchoir multifonction, c'est le cœur de l'unité industrielle installée à Fénérive-Est, une usine locale qui s'inscrit dans le cadre du programme «One district, one Factory», ou «Taninketsa indostrialy». Déjà opérationnelle, cette unité industrielle produit des fruits séchés, spécialisée dans le litchi séché, un fruit dont regorge la région Analanjirofo et les localités situées dans les régions voisines.



Son inauguration a été faite hier par Andry Rajoelina, président de la République, accompagné de Christian Ntsay, Premier ministre. Comme l'explique Fano Rakotondrazaka, directeur de la veille économique et de la communication auprès du ministère de l'Industrialisation et du Commerce, l'idée est de transformer les litchis non exportés ou non écoulés sur le marché, afin d'augmenter leur valeur ajoutée

au lieu de les laisser pourrir. «Chaque année, nous exportons entre 17 500 et 20 000 tonnes de litchis. Il en reste pourtant plusieurs tonnes qui n'ont pas pu être vendues et qui pourrissent sur place», indique le responsable ministériel. «Il s'agit d'un exemple concret de l'impact positif du programme ODOF ou Taninketsa indostrialy que vous avez initié et inscrit dans la politique étatique. La transformation permet d'éviter que les fruits non exportés ou invendus ne pourrissent», ajoute le directeur Rakotondrazaka, qui a représenté Edgard Razafindravahy, ministre de l'Industrialisation et du Commerce.

Palpable

Outre le litchi, le séchoir multifonction installé à Fénérive-Est peut être utilisé pour tout type de fruits. Même les feuilles et le poisson peuvent y être séchés. Parmi les échantillons des produits présentés au chef de l'État lors de sa visite des lieux hier, figure du «Soanambo» séché. L'unité industrielle s'occupe également du packaging. Selon les explications, quinze coopératives de planteurs sont les bénéficiaires directs de cette unité industrielle. Le ministère de l'Industrialisation et du Commerce est, par ailleurs, parvenu à convaincre les exportateurs de litchis à acquérir des équipements de séchage de fruits pour neuf communes productrices de litchis autour de Fénérive-Est. «Cette usine est la preuve concrète que le développement auquel travaille l'État est palpable jusqu'au niveau des districts», avance le président des coopératives bénéficiaires, s'adressant au président de la République. Andry Rajoelina, quant à lui, a renchéri sur le fait que les unités industrielles dans le cadre du programme ODOF «permettent d'optimiser

les rendements et de minimiser les pertes». Mise en œuvre par le ministère de l'Industrialisation et du Commerce, le programme ODOF ou «Taninketsa indostrialy» compte soixante unités industrielles installées dans tout le pays. Pour les régions Atsinanana et Analanjorofo, les districts de Mahanoro, Vatomaniry, Brickaville, Toamasina I et II, Soanierana Ivongo et Fénérive-Est en sont déjà dotés, selon Fano Rakotondrazaka. Celles de Sainte-Marie et Vavatenina le seront bientôt. Le programme ODOF est un axe d'action au niveau local pour parvenir à l'industrialisation du pays. L'industrialisation étant l'un des trois piliers de la Politique générale de l'État (PGE). Comme l'explique le directeur

Rakotondrazaka, l'ODOF est une matérialisation de l'objectif de produire et de transformer localement ce dont la population a besoin. «La production est écoulee sur le marché local», indique-t-il. Le responsable ministériel ajoute ainsi que les planteurs peuvent augmenter leur profit. Il y a aussi la création d'emplois directs et indirects. La population locale en tire également profit en consommant des produits locaux, de qualité et à un prix abordable. Lors de l'inauguration du site de Fénérive-Est, le président Rajoelina a suggéré l'ajout d'une unité de transformation du litchi en jus. Un produit transformé avec lequel Madagascar peut conquérir le marché international, selon lui.

Direction générale des Impôts : atteindre un taux de pression fiscale de 18 % d'ici 2028

ARH. | LES NOUVELLES | 20 AVRIL 2024

La direction générale des Impôts (DGI) de Madagascar, valide son Plan stratégique couvrant une période de cinq ans, soit de 2024 à 2028, avec comme objectif d'atteindre un taux de pression fiscale à 18 % d'ici 2028.

«Nous n'avons pas le choix. Nous devons atteindre cet objectif pour mener à bien le développement du pays», a déclaré le directeur général des Impôts, Germain, jeudi, en marge de la clôture du « Colloque national des impôts » pour l'année 2024, au Centre de conférences internationales à Ivato. Pour la DGI, l'élargissement de l'assiette fiscale représente une priorité permettant d'atteindre un taux de pression fiscale de 18 % d'ici 2028. En 2019, la pression fiscale, exprimée en pourcentage du Produit intérieur brut (PIB), s'élevait à 10,7 %. Cependant, le taux d'évolution de la pression fiscale montre une contribution encore modeste des impôts à la croissance du PIB malgache, restant en deçà de la moyenne de 16,8 % pour l'Afrique Subsaharienne. Le ministère de l'Economie et des finances souligne que « le taux actuel ne dépasse pas encore le seuil de 12 % ». Pour cette année budgétaire 2024, le Gouvernement prévoit un taux de pression fiscale brute de 12,9 % dans sa Politique générale (PGE), avec un ratio de recettes fiscales atteignant 7,0 % du PIB contre 6,8 % en 2023. Ces prévisions, selon le directeur général des Impôts, reposent

sur la performance économique du pays. La DGI note une tendance à la hausse des recettes fiscales en anticipant le prélèvement d'un montant de 5.492,7 milliards d'ariary, cette année, soit une augmentation de 1.258,9 milliards d'ariary par rapport à 2023. Cette performance est due en grande partie à l'élargissement de l'assiette fiscale, avec un nombre croissant de nouveaux contribuables chaque année : 722.725 en 2021, 1.437.824 en 2022 et 1.518.203 en 2023, notamment grâce à la campagne « Anjara Hetrako ».

Trois objectifs principaux

Le Plan stratégique de la DGI met l'accent sur trois objectifs principaux : la modernisation, c'est-à-dire une transition vers le zéro papier, une politique fiscale efficace et une bonne gouvernance. Et ces objectifs se déclinent en quinze piliers stratégiques, entre autres l'élargissement de l'assiette fiscale, la simplification des procédures fiscales via la dématérialisation et la sensibilisation du public à la fiscalité ainsi que la lutte contre la corruption. La vision étant ainsi de garantir une administration fiscale moderne, transparente et efficace. En vue d'améliorer ses services, la DGI prévoit également la mise en place de « Centres de contact » offrant des formations, services aux contribuables, comme les centres d'appels et le paiement en ligne. En un mot, une politique plus large visant à impliquer tous les fonctionnaires dans la mise en œuvre de ce Plan stratégique.

Investissement : La Chambre des mines plaide pour l'entrée en opération de nouveaux grands projets miniers

| 24/24.MG | 20 AVRIL 2024

Pour davantage de contributeurs. « Parler de la contribution du secteur minier sur l'économie ne se limite pas seulement au relèvement de la fiscalité de ceux qui sont déjà implantés. Ceci passe aussi par l'entrée en opération de nouveaux grands projets ». Les propos sont du président de la Chambre des mines, Jean Luc Marquetoux, qui s'est exprimé sur le sujet en marge de la consultation des parties prenantes relatives à la finalisation du décret d'application du code minier, la semaine dernière. Pour Jean-Luc Marquetoux, le périmètre du secteur minier à Madagascar n'a quasiment pas évolué depuis une dizaine d'années. « Il n'y a pas eu de grand projet industriel qui entrait en opération depuis Ambatovy en 2012 », fait-il remarquer. Aussi sur ces dernières années, les contributions au PIB du secteur

minier ont oscillé autour de 4 à 6%. Elles étaient entre 30 et 35% pour les exportations bien que les produits miniers aient été les premiers produits d'exportation nationale en 2023, selon les statistiques de l'administration douanière. En termes de contributions fiscales, le secteur extractif se situe aux alentours de 2%, rapporte le président de la Chambre des mines. « Or au-delà de ces données, il faut essayer d'apprécier ce que pourraient être les contributions du secteur minier dans le temps, avec l'émergence de nouveaux projets », lance Jean-Luc Marquetoux. Il reprenait l'étude faite par la Banque africaine de développement (BAD) qui anticipait que ce secteur pourrait contribuer à près de 15% du PIB. « Il faut pour cela de nouveaux projets, dont les plus emblématiques sont Base Toliara ou encore les

projets de graphite dans le Sud de Madagascar », avance-t-il. L'Etat avait déjà fait part de sa volonté de miser sur le potentiel minier du pays. Une vingtaine de projets miniers, dont des grands projets industriels et des exploitations de taille moyenne, devraient être ouverts d'ici cinq ans selon sa Politique générale (PGE). Le déblocage pour cette année de tous les projets en cours d'exploitation avait aussi été annoncé et deux grands projets miniers devront déjà ouvrir cette année selon ce qui a été indiqué lors de la présentation de cette PGE. Madagascar avait été au début des années 2000 un pays très attractif en termes d'investissement minier, d'après le président de la Chambre des mines. « Il y avait des dizaines de compagnies juniors qui étaient venues à Madagascar pour solliciter des permis miniers et qui ont commencé des travaux d'exploration et de recherches. Il ne reste aujourd'hui que quelques survivants de cette époque », indique-t-il. Jean-Luc Marquetoux fait par ailleurs part que la perception de la Grande île sur la scène internationale reste



très mitigée. Il regrette alors qu'il n'y ait pas suffisamment d'efforts déployés par l'Etat pour faire la promotion de Madagascar, avec son absence aux grandes conférences minières qui comptent dans le monde comme le Mining Indaba à Capetown, la PDAC au Canada ou encore l'Africa Down Under en Australie.

14 550 touristes arrivés à Madagascar au mois de mars, plus de 36 000 depuis de le début de l'année

| 24/24.MG | 20 AVRIL 2024

Le regain de santé du tourisme constaté depuis le début de l'année se confirme encore. Durant le mois de mars, ce sont 14 550 touristes qui ont débarqué à Madagascar selon les statistiques officielles publiées par le ministère du Tourisme et de l'artisanat dans sa revue mensuelle dédiée au tourisme et l'artisanat. La hausse est nette par rapport à la même période en 2023 où Madagascar avait compté 12 442 touristes. Le profil des touristes qui ont débarqué au mois de mars est varié. Les Français restent bien sur à la tête des arrivées avec 43,84% des touristes arrivés de

l'Hexagone. 9,09% sont des Malgaches issus de la diaspora tandis que les 47,07% sont arrivés des quatre coins du monde notamment l'île Maurice, l'Inde, l'Italie ou encore la Chine, l'Allemagne et les Etats-unis. Au total en 2024, c'est déjà 36 883 touristes qui sont arrivés dans la grande île durant les trois premiers mois. Les chiffres restent en deçà de l'année 2019, année de tous les records récents mais bien supérieur à tous les chiffres post covid dont 2023 où, à la même période, Madagascar avait compté 31 790 touristes.

Événement et exposition : L'environnement et la biodiversité à l'honneur

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 22 AVRIL 2024

Sensibilisation à la protection. Les 31 mai et 1er juin prochains verront la seconde édition de «Ode ry Gasikarako», un événement consacré à la promotion de l'environnement et de la biodiversité. Une initiative menée dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de l'environnement.

Cette année, les festivités se tiendront au jardin d'Antaninarenina, siège de l'Office régional du tourisme Analamanga. D'après l'ONTM, Office National du Tourisme, les thèmes abordés lors de cette célébration seront variés, mais se focaliseront autour des questions environnementales et de la préservation de la biodiversité, l'un des leviers du tourisme pour le pays. «L'objectif est d'informer, de sensibiliser et d'éduquer les citoyens sur

l'importance des actions en faveur de la biodiversité, qui représente une véritable richesse pour Madagascar», confirme l'Office National du Tourisme. Événement économique et environnemental, Ode ry Gasikarako a été lancé pour la première fois en 2023, dans le but d'effectuer des actions de sensibilisation sur la préservation de l'environnement. L'ONTM soutient que pour sa seconde édition, l'événement réunira plusieurs acteurs issus de divers horizons, notamment les entrepreneurs locaux, les artistes, les organismes et associations de jeunes actifs dans le domaine de l'environnement et du développement durable.

Réalisation des ODD : Une vive inquiétude au niveau mondial

R.EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 22 AVRIL 2024

Le retard dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) ne concerne pas uniquement Madagascar.

Les Nations-Unies, elles-mêmes reconnaissent l'existence d'une menace mondiale qui se caractérise par un recul des acquis partout dans le monde. Menacée. On rappelle qu'un forum politique de haut niveau pour le développement durable a été organisé sous les auspices de l'Assemblée

générale de l'ONU en septembre 2023. La déclaration politique faite à l'issue de ce forum parle d'elle-même quant à l'échec mondial à mi-parcours des ODD. « La réalisation des objectifs de développement durable est menacée », indique l'ONU dans cette déclaration. « À mi-parcours de l'échéance du Programme 2030, nous constatons avec une vive inquiétude que les progrès réalisés pour la plupart des objectifs de développement durable sont soit beaucoup trop



lents, soit en régression par rapport à la situation de départ en 2015 ». La déclaration fait état d'une multitude de crises que traverse actuellement notre monde. « Nous assistons à un recul des acquis de plusieurs années de développement durable. Des millions de personnes ont sombré dans la pauvreté, la faim et la malnutrition gagnent du terrain, les besoins humanitaires augmentent et les effets des changements climatiques sont de plus en plus prononcés. Par conséquent, les inégalités se sont creusées, phénomène qui est exacerbé par l'érosion de la solidarité internationale et le manque de confiance pour surmonter ensemble ces crises ».

500 milliards de dollars par an

En tout cas, le Sommet à mi-parcours 2023 sur les ODD était l'occasion pour les Chefs d'Etat et les responsables publics qui y ont participé de renouveler leur engagement à ne laisser personne sur le côté. Antonio Guterres, le Secrétaire Général des Nations-Unies a appelé à « tirer parti de la dynamique lancée lors de ce sommet pour stimuler les progrès dans les mois à venir ». Des progrès pour le développement durable, dont la mise en œuvre nécessitera beaucoup d'argent et de financeurs. Le Secrétaire général a appelé à tirer parti de la dynamique lancée lors de ce sommet pour stimuler les progrès dans les mois à venir, proposant sept types d'actions, à commencer par des investissements concrets dans les pays en développement. En effet, « il faudra au moins 500 milliards de dollars par an pour le développement durable, y compris par l'intermédiaire des banques multilatérales de développement et d'autres

mécanismes », a prévenu le SG de l'ONU. Il a d'ailleurs insisté sur la nécessité de réformer l'architecture financière internationale pour faciliter les actions à entreprendre pour l'atteinte des ODD.

Grand retard

Une attention particulière est accordée aux pays en développement dont la grande majorité accuse ce grand retard dans la réalisation des ODD. La déclaration politique du forum de haut niveau indique sur ce point : « Nous sommes conscients des difficultés particulières que rencontrent tous les pays en développement dans la recherche du développement durable, notamment les pays d'Afrique, les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, ainsi que des problèmes propres aux pays à revenu intermédiaire et à ceux en situation de conflit et sortant d'un conflit ». Des pays qui ont donc jusqu'à 2030 pour relever le défi de la pauvreté sous la direction des Nations Unies. Les États membres affichent cette détermination : « Nous restons résolus à éliminer la pauvreté et la faim partout dans le monde d'ici à 2030 ; à combattre les inégalités qui existent dans les pays et d'un pays à l'autre ; à édifier des sociétés pacifiques et justes, où chacun a sa place ; à respecter, protéger et réaliser les droits humains et à parvenir à l'égalité des genres et à l'autonomisation de l'ensemble des femmes et des filles et à protéger durablement la planète et ses ressources naturelles. Nous demeurons également déterminés à créer les conditions propices à une croissance économique soutenue qui profitera à tous et s'inscrira dans la durée, au partage de la prospérité et au respect du principe d'un travail décent pour tous, ainsi qu'à l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égal, compte tenu des différents niveaux de développement national et des capacités des pays ». Madagascar ne sera évidemment pas en reste dans ce processus mondial de lutte contre la pauvreté puisque le pays continue de bénéficier de la confiance des bailleurs de fonds. À l'instar du FMI, le patron des bailleurs, qui débute à partir d'aujourd'hui, avec la partie malgache, les négociations pour une nouvelle Facilité Élargie de Crédit et une Facilité pour la Résilience et la Durabilité. La route vers le développement continue.

Accès à l'électricité: 30 milliards de dollars nécessaires pour l'Afrique

ARH. | LES NOUVELLES | 22 AVRIL 2024

« Des investissements publics de l'ordre de 30 milliards de dollars seront nécessaires » afin de connecter 250 millions de personnes avec des systèmes d'énergies renouvelables décentralisés ou des réseaux de distribution. C'est ce qu'a déclaré le Groupe de la Banque mondiale dans un communiqué publié conjointement avec le Groupe de la Banque africaine de développement (Bad) annonçant un projet commun « d'électrifier 300 millions de personnes sur le continent d'ici 2030 ». Cette initiative part du constat selon lequel « plus de 600 millions d'Africains vivent sans électricité », ce qui « entrave le développement dans des secteurs cruciaux tels que la santé, l'éducation et l'inclusion numérique ». Pour inverser cette tendance, le projet conjoint vise à « réduire de moitié le nombre actuel de personnes privées d'électricité en Afrique ». La Banque mondiale prévoit de connecter 250 millions de personnes grâce à des systèmes d'énergie renouvelable décentralisés ou des réseaux de distribution. La Bad s'engage quant à elle à soutenir 50 millions de personnes supplémentaires dans cette démarche. Madagascar, confronté à des défis similaires, se trouve parmi les pays les moins électrifiés du

monde. Selon les dernières données de la Banque mondiale, plus de 18 millions de Malgaches n'auraient pas accès à l'électricité, classant la Grande île au 13e rang des pays les moins électrifiés au monde. Pourtant, des initiatives comme le projet de Connectivité numérique et énergétique pour l'inclusion à Madagascar (Decim), financé à hauteur de 400 millions de dollars par la Banque mondiale, ont été déployées pour changer la donne. Ce projet vise à fournir un accès à l'électricité à 10 millions de personnes supplémentaires, portant ainsi le taux d'accès à 67%. Outre le besoin de financement, « des politiques gouvernementales seront nécessaires pour attirer les investissements privés et réformer les services publics, notamment à travers des mécanismes tarifaires protégeant les plus démunis », note les deux entités. Ce projet représente également une opportunité majeure pour le secteur privé, avec « un potentiel d'investissement de 9 milliards de dollars dans les énergies renouvelables distribuées, ainsi que des opportunités dans les énergies renouvelables connectées au réseau ».

Sûreté aérienne: la CEAC apporte son expertise

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 22 AVRIL 2024

La conférence européenne de l'aviation civile (CEAC) a donné une formation à une quinzaine de personnes impliquées dans la gestion de la sûreté des aéroports. L'objectif étant de garantir un niveau élevé de sûreté aérienne. Du 15 au 19 avril, s'est déroulée la formation dans les locaux de l'aviation civile de Madagascar (ACM) à Tsimbazaza. La CEAC, financée par l'Union européenne dans le cadre du projet Case II, a appuyé l'ACM pour sa réalisation. Deux experts de la CEAC, à savoir Houda Itak et Mickael Terosier, ont dispensé cette formation. Les bénéficiaires sont notamment composés de gendarmes, d'agents aéroportuaires, de responsables chargés de la réglementation, d'inspecteurs et directeurs

de l'ACM ayant une mission directe ou indirecte dans la gestion de la sûreté dans les aéroports. La CEAC, fondée en 1955 en tant qu'organisation intergouvernementale, cherche à harmoniser les politiques et les pratiques de l'aviation civile. Elle travaille en étroite collaboration avec d'autres organisations régionales et des Etats partenaires individuels. Et ce, sur un éventail de questions d'aviation civile d'intérêt commun, notamment la sûreté, la sécurité, la facilitation et l'environnement. De plus, elle organise des conférences internationales, des ateliers, des séminaires et des formations.

Facilité pour la résilience et la durabilité : Négociations techniques entre Madagascar et le FMI

ARH. | LES NOUVELLES | 22 AVRIL 2024

Le début des négociations techniques du nouveau programme de Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) est prévu cette semaine à Antananarivo. Ces rencontres font suite à celles tenues lors des «Réunions des Printemps» à Washington la semaine passée, lors desquelles la délégation malgache a eu une séance de travail avec l'équipe du Fonds monétaire international (FMI).

A l'heure où le monde est confronté au changement climatique, il est urgent d'investir dans des mesures visant à atténuer les effets dévastateurs de ce fléau. Dans cette optique, le FMI a mis en place un nouvel instrument financier : la FRD. « Il s'agit d'un outil offrant un financement à long terme visant à renforcer la résilience et la durabilité économiques en soutenant les réformes qui réduisent les risques liés au changement climatique et aux pandémies ayant des impacts macroéconomiques importants et en augmentant la marge de manœuvre de l'action publique et les réserves financières pour atténuer les risques découlant de ces difficultés structurelles à plus long terme », explique le ministère de l'Economie et des Finances (MEF). Lors de sa prise de paroles à cette réunion, la ministre de l'Economie et des finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirarison, a précisé : « Nous affirmons et confirmons la volonté de Madagascar d'aller de l'avant et d'entrer dans un nouveau programme avec le FMI, en misant avec le projet FRD ». Les négociations

techniques du FRD de cette semaine verront la participation d'une délégation du Fonds monétaire international (FMI) et du ministère de l'Economie et des finances (MEF) ainsi que du ministère de l'Environnement et du développement durable (Medd).

Environnement et macroéconomie

Selon les propos du ministre de l'Environnement et du développement durable, Max Fontaine, lors de son intervention à distance au premier jour des Réunions de Printemps, « la FRD aura un impact grandement positif aussi bien pour l'environnement que pour la macroéconomie. La grande réforme apportée par le Medd porte sur le crédit carbone qui aura des impacts positifs sur la protection de l'environnement, d'une part, mais également apportera des ressources financières pour Madagascar, d'autre part ». A noter que la délégation malgache à Washington a été conduite par la ministre des Affaires étrangères, Rasata Rafaravavitaika. Le gouverneur de la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM), Aivo Andrianarivelo, ainsi que le directeur général du Trésor, Andry Nirina Rajaofetra, ont fait également partie des membres de la délégation. La mission du FMI qui arrivera à Madagascar se penchera également sur le suivi de la mise en œuvre des repères structurels convenus dans le cadre de la quatrième revue du programme de Facilité élargie de crédit (FEC).

Port de Toamasina : Un nouveau quai à conteneurs d'ici douze mois

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 23 AVRIL 2024

La construction d'un nouveau quai à conteneurs fait partie du projet d'extension du port de Toamasina. Il sera prêt d'ici douze mois.

Ce sera un des changements majeurs avec le projet d'extension du port de Toamasina. L'infrastructure sera dotée d'un nouveau quai réservé à l'accueil des navires porte-conteneurs. Baptisé quai C4, il sera long de 470 mètres avec un tirant d'eau de 16 mètres, ce qui lui permettra d'accueillir les bateaux de dernière génération, capables de transporter jusqu'à trois mille boîtes. « Si tout se passe bien, ce nouveau quai sera achevé d'ici douze mois, déjà équipé de toutes les installations nécessaires à

sa mise en service », explique au téléphone Christian Avellin Eddy, directeur général de la Société du port à gestion autonome de Toamasina (Spat). Le projet d'extension de ce plus grand port du pays comprend quatre composants majeurs. Le premier, qui est déjà achevé en 2023, consiste à construire 345 mètres de digue de protection ou brise-lame. La construction du nouveau quai fait partie du deuxième composant avec une d'achèvement prévue pour cette année 2024. Le troisième composant est une continuité de cette deuxième. Il s'agit de l'aménagement de 10 hectares de terre-plein supplémentaires, destinés au stockage des conteneurs. Et le troisième composant

comprend l'approfondissement de l'eau au niveau des trois quais existants. Les quais un et deux seront amenés jusqu'à 14 mètres tandis que le quai C3 qui est utilisé actuellement à accueillir des gros porte-conteneurs, aura également un tirant d'eau de 16 mètres.

Capacité d'accueil

Selon le DG de la Spat, le port de Toamasina doit se doter d'infrastructures modernes en vue de développer sa capacité d'accueil des navires de grande taille et de stockage de marchandises conteneurisées. « Cela engendrera une diminution du temps d'attente des bateaux, une augmentation des touchées des grands navires et un renforcement de la solidité financière de la Spat », précise-t-il. Jusqu'ici, Toamasina ne pouvait pas accueillir les bateaux de type Panamax (de près de 300 mètres de long, NDLR). Ces derniers devaient alors transborder les marchandises à destination de Madagascar dans d'autres ports comme La Réunion ou Maurice. À la fin des travaux, ils pourront désormais accoster directement à Toamasina. La fourniture d'énergie pour répondre aux nouveaux besoins de l'infrastructure après l'extension



constitue le casse-tête des promoteurs du projet. Jusqu'à 11 mégawatts supplémentaires seraient nécessaires alors que Toamasina, à l'instar de l'ensemble du pays, est confrontée à une crise énergétique majeure. Aux dernières nouvelles, lors du dernier passage du chef de l'État dans la capitale économique du pays, une solution serait déjà en cours de concrétisation. Un nouveau groupe de grande capacité serait déjà prévu pour la capitale du Betsimisaraka et, évidemment, profitera au port.

Groupement professionnel : L'heure du bilan pour le Syndicat des industries de Madagascar

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 23 AVRIL 2024

Chargé. Le Syndicat des industries de Madagascar (SIM) tiendra ce jour une assemblée générale au Carlton Anosy. Ce sera la première réunion annuelle de ce genre présidée par Tiana Rasamimanana, président de cette association d'industriels après son élection en mars 2023,



succédant à Hassim Amiraly. Un programme chargé attend le SIM car plusieurs points seront soulevés lors de cette réunion annuelle. Cette branche du secteur privé et ses démembrements vont dresser les perspectives pour cette année. La réunion sera l'occasion de se tourner vers les réalisations passées pour effectuer un bilan des actions réalisées l'année dernière. Parmi les réalisations de l'année

dernière figure la mise en place du Centre de gestion agréé par le Syndicat des industries. Une structure censée optimiser les opportunités pour les Petites et moyennes industries et entreprises qui soutiennent quand même une bonne partie du tissu économique local. Les Petites et moyennes industries jouent donc un rôle moteur dans le cadre du développement industriel. Une évaluation de l'évolution interne et de la collaboration avec les partenaires des secteurs privés et publics est également au programme. Environ seize établissements membres du SIM participeront à cette réunion d'aujourd'hui avec les associés de tous bords. Le Syndicat des industries qui est aussi l'un des signataires importants du pacte sur l'Industrialisation. Jouant ainsi son rôle d'interlocuteur, avec les grandes entités du secteur privé comme le Groupement des Entreprises de Madagascar ou le Fivondronan'ny mpandraharaha Malagasy (FIVMPAMA). Le Syndicat des industries, créé en 1958, est une association ayant pour mission « d'améliorer le professionnalisme de l'activité entrepreneuriale industrielle à Madagascar ». Ses attributions sont diverses, notamment celle d'être un interlocuteur « crédible et incontournable parmi les partenaires du secteur industriel, le milieu des affaires et les autres partenaires techniques », indique cette association.

Filière taro : Analanjirofo vise les marchés de Mayotte et des Comores

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 23 AVRIL 2024

La coopérative Taratra avec l'appui de l'ADID (Agence de Développement Inclusif et Durable) au sein du groupe Faly Export prévoit d'exporter du taro en travaillant en étroite collaboration avec la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Analanjirofo.

Cette fédération de l'union des producteurs dans les régions d'Analanjirofo et d'Atsinanana a exporté tout récemment 2,5 tonnes de vanille en Allemagne, grâce

à l'obtention d'un agrément délivré par le ministère en charge de l'Industrialisation et du Commerce. Suite à son engagement en matière de RSE (Responsabilité Sociétale d'Entreprise), la coopérative « Taratra » a alloué une partie de son bénéfice pour l'achat des engrais organiques fabriqués par BSF servant à fertiliser les sols pour un développement durable ainsi que des semences de maïs et des boutures de taro. « Les semences de maïs serviront à produire de

matières premières destinées à la production de provendes indispensables à la promotion de l'élevage à cycle court, en particulier l'aviculture. Ce qui permettra de lutter contre l'insécurité alimentaire tout en créant des emplois locaux», a fait savoir Faly Rasamimanana, co-fondateur de l'ADID.

Remise d'une unité de séchage

En outre, « des boutures de taro ont été distribuées aux producteurs membres ou non de la coopérative Taratra en vue de développer cette filière porteuse. Cette coopérative n'est autre que des producteurs pilotes dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet. La Chambre de Commerce et d'Industrie d'Analanjirifo identifiera les autres paysans qui sont intéressés à la plantation de ces boutures de taro. Les bénéficiaires doivent respecter certains critères imposés selon les normes internationales. On peut citer, entre autres, le respect de l'hygiène, la disposition de latrines et la protection des ressources forestières contre la déforestation et les cultures sur brûlis. L'ADID les accompagnera ensuite depuis la plantation des boutures de taro jusqu'à l'exportation de la production. A la différence des autres coopératives appuyées par l'Etat dans le cadre de la mise en œuvre du programme ODOF (One district, One Factory), « Taratra » dispose déjà d'un débouché à sa production. En effet, Analanjirifo prévoit d'exporter le taro en visant les marchés de Mayotte et des Comores », a-t-il annoncé. Il est à rappeler que le ministère de tutelle vient de lui remettre une unité de séchage des produits agricoles. Et lui d'ajouter que ce projet contribuera au développement socio-économique de la région tout en améliorant les recettes en devises à la nation.

Une superficie de 50 ha à exploiter

Trois sites sont ainsi prévus pour la plantation de ces boutures de taro, à savoir, Mahambo, Fénériver Est et aux alentours de Foulpointe. Pour ce faire, « une superficie totale de 50 hectares sera exploitée au démarrage de ce projet. La production de taro sera ensuite attendue dans neuf mois. Nous sommes confiants que ce projet s'étendra dans toute la région par le biais du renforcement de la collaboration avec la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Analanjirifo d'autant plus que la culture de ce type de légume à racine y est propice. On pourra ainsi approvisionner le marché de l'Océan Indien au fil du temps », d'après toujours les explications de Faly Rasamimanana, le co-fondateur de l'Agence de Développement Inclusif et Durable au sein du groupe Faly Export. Pour en revenir à l'unité de séchage de produits agricoles remise par le ministère en charge de l'Industrialisation et du Commerce, la coopérative « Taratra » l'exploite déjà pour faire sécher le « Soanambo ». Les autres productions qui ne sont pas écoulées sur le marché tant national qu'international tels que le litchi et le taro,



seront ainsi transformées grâce à ce matériel industriel. Ce qui permettra de valoriser les pertes post-récoltes des produits agricoles tout en créant de la valeur ajoutée.

Stabiliser le prix du tubercule

Concernant ce projet d'exportation de taro vers Mayotte et Comores, l'ADID se charge du suivi digital de la plantation jusqu'à l'expédition de la production à la destination finale afin d'assurer sa traçabilité. Des reporting vidéos seront ainsi réalisés au niveau des sites d'exploitation de chaque producteur pour pouvoir effectuer ce suivi en temps réel. En effet, « notre principal objectif consiste à fournir des produits bios et sains contribuant à l'amélioration de la santé des consommateurs, et ce, à un prix abordable puisque l'amélioration de la production de taro permettra également de stabiliser le prix de ce tubercule sur le marché de l'Océan Indien », a fait savoir Faly Rasamimanana, le co-fondateur de cette agence de développement. La préservation de l'environnement n'est pas en reste.

Confiance mutuelle et foi

Il est à rappeler que ce PDG du groupe Faly Export a appuyé la coopérative « Taratra » dirigée par Firesy Modeste, en lui octroyant un don de 2 millions Ar, il y a 15 ans de cela, en vue d'assurer un développement rural. Ce financement non remboursable lui a permis de bénéficier d'un projet en lui servant d'apport bénéficiaire. Il s'agit notamment d'un projet de construction d'infrastructure et d'acquisition des matériels de production, pour le démarrage de l'exploitation agricole de la coopérative. Les deux parties sont confiantes que cette initiative aboutira ultérieurement à la réalisation d'autres projets de développement durable, grâce à son appropriation par d'autres producteurs tout en visant le commerce équitable. Le projet s'étend ensuite sur d'autres filières porteuses, après la promotion du litchi. La preuve, les paysans membres de la coopérative avec l'appui de l'ADID ont pu exporter directement 2,5 tonnes de vanille à destination de l'Allemagne. En ce moment, ils prévoient d'expédier du taro vers Mayotte et Comores

Commerce mondial des marchandises : Une reprise mais avec des risques de détérioration pour 2024, selon l'OMC

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 23 AVRIL 2024

Le commerce mondial des marchandises connaîtra une croissance pour les deux années à venir après une chute de l'ordre de 1,2% l'année dernière, selon les prévisions des Économistes de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce).

Il s'agit notamment d'une croissance en volume avec des taux respectifs de l'ordre de 2,6% pour cette année 2024 et de 3,3% pour l'année prochaine. Dans le dernier rapport « Perspectives et statistiques du Commerce mondial »,

ces économistes notent que les pressions inflationnistes devraient s'atténuer cette année entraînant une reprise progressive du commerce mondial des marchandises. Cependant, ils mettent en garde que cela pourrait avoir des risques de détérioration en raison des conflits régionaux, des tensions géopolitiques et de l'incertitude des politiques économiques. En dépit de tout cela, « nous progressons vers une reprise du commerce mondial, grâce à des chaînes d'approvisionnement résilientes et à un cadre commercial



multilatéral solide, qui sont cruciaux pour améliorer les moyens de subsistance et le bien-être. Il est ainsi impératif de limiter les risques, dont entre autres, les troubles géopolitiques et la fragmentation des échanges afin de maintenir la croissance économique et la stabilité », a souligné le Dr Ngozi Okonjo-Iweala, la directrice générale de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), à cette occasion.

Fortes hausses des prix des produits alimentaires

Parlant de l'évolution du commerce mondial des marchandises en 2023, ces économistes ont avancé que cela a connu une baisse en volume de 1,2% étant donné que les prix élevés de l'énergie et l'inflation ont continué à peser lourdement sur la demande des produits manufacturés. En revanche, le commerce mondial est resté bien au-dessus de son niveau d'avant la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 tout au long de cette année, a-t-on évoqué. Toujours d'après ce rapport publié, la croissance du PIB (Produit Intérieur Brut) mondial aux taux de change du marché restera également stable dans l'ensemble au cours

des deux années à venir. Leur taux devrait atteindre 2,6% en 2024 et 2,7% en 2025, a-t-on appris. Quant aux risques de détérioration de cette reprise du commerce mondial des marchandises, le rapport a souligné que les prix des produits alimentaires et de l'énergie pourraient de nouveau connaître de fortes hausses à cause des événements géopolitiques qui se produisent dans le monde.

Augmentation des exportations des PMA

Par ailleurs, les exportations de l'Afrique augmenteront plus rapidement que celles de toutes les autres régions mais en partant d'un niveau modeste, les projections actuelles de l'OMC se confirment, a-t-on évoqué. Pour les Pays les moins avancés (PMA) comme Madagascar, leurs exportations de marchandises devraient également augmenter de 2,7% cette année et s'accroître à 4,2% pour l'année prochaine, d'après toujours les économistes de cette organisation internationale. Dans la foulée, leurs importations suivront ce rythme ascendant avec des taux respectifs de 6% et de 6,8% pour les deux années à venir, a-t-on soulevé. Concernant le commerce mondial des services, les exportations ont monté en flèche en 2023, atteignant 4 250 milliards de dollars. La croissance s'est également accélérée en Afrique avec un taux de l'ordre de 13%, d'après toujours le rapport publié par l'OMC. Il est à noter que ce système multilatéral international a déjà publié un nouvel ensemble de données relatives au commerce des services. Il livre également de précieuses indications sur la manière dont le commerce des services a évolué au fil des années, y compris l'incidence de la numérisation et de la pandémie de Covid-19. Ces bases de données sont accessibles via une plateforme de données sur le commerce mondial des services de l'OMC, a-t-on conclu.

Programme SUNREF : Une initiative en faveur du développement durable

R. EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 23 AVRIL 2024

Le programme SUNREF, développé par l'Agence Française de Développement et soutenu par l'Union européenne continue de susciter de l'optimisme en encourageant les actions et pratiques positives en faveur du développement durable.

C'est ce qui est ressorti de l'atelier à mi-parcours de ce projet et qui s'est tenu le 11 avril dernier au Novotel Alarobia.

Ambition initiale

Ayant réuni les porteurs de projets, les banques partenaires et autres institutions financières de la place, les responsables ministériels, les représentants des partenaires techniques et financiers, cet atelier a été très riche en échanges. Ce rendez-vous a notamment permis de rappeler l'ambition initiale du programme SUNREF : celle de promouvoir les investissements verts du secteur privé, via le déploiement combiné d'une offre technique et financière adaptée et incitative. Et ce, en alliant lignes de crédit, assistance technique et primes à l'investissement. Les participants ont pu également s'inspirer des réussites des entreprises, déjà engagées dans des projets soucieux d'équilibrer les aspects économiques, sociaux et environnementaux dans le cadre de leurs activités.

Enjeux environnementaux

Cet événement a également été l'occasion de montrer l'ampleur des impacts environnementaux et sociaux des projets réalisés à date dans le cadre de SUNREF, par des



entreprises qui ont su intégrer les enjeux environnementaux dans leur stratégie de développement et saisir les opportunités créées par les transitions énergétique et écologique, la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique. Soucieux de capitaliser les acquis de sa démarche, SUNREF a mis à profit cet atelier à mi-parcours pour inviter les différentes parties prenantes, notamment les acteurs publics et les opérateurs privés, les responsables des différentes institutions financières et bancaires de Madagascar et certains bénéficiaires à partager leurs expériences.

Maroc – Madagascar: un échange de compétences pour l'industrialisation

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 23 AVRIL 2024

Une délégation de l'One district one factory (Odofo) est actuellement au Maroc. L'objectif étant de promouvoir l'industrialisation et de favoriser les échanges entre le Maroc et Madagascar. Le directeur général de l'industrialisation, Njiva Rakotoarivonona, dirige la délégation qui a quitté Madagascar le 10 avril pour une durée de deux semaines. Cet échange est le fruit de l'appui de la Banque africaine pour le développement (Bad), par le biais du Projet d'appui à l'industrialisation et au secteur financier (PAISF). La délégation malgache a rencontré des responsables auprès du ministère marocain de l'Industrie et du commerce à Rabat. C'était l'occasion d'échanger sur les stratégies de

la promotion de l'industrialisation, mais également de discuter de nouveaux échanges commerciaux. Elle a par la suite rencontré les responsables de la région Tétouane Al Hoceima pour discuter de la coordination de la mise en œuvre du programme du ministère central et de la politique de développement de la région liée à la promotion de l'industrie. Ce déplacement aura un impact sur l'industrialisation à Madagascar à travers la réalisation du projet Odofo. Pour rappel, l'objectif de l'Etat malgache est de diminuer progressivement les importations en produisant localement les produits de première nécessité.

Négociations avec le FMI : Gouvernance, environnement et énergie au menu

GARRY FABRICE RANAIVOSON. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 24 AVRIL 2024

Une réunion de travail entre l'Exécutif, conduit par le président de la République, et la mission du FMI s'est tenue hier à Iavoloha. Le nouveau programme de Facilité élargie de crédit et la Facilité pour la résilience et la durabilité (FDR) ont été au programme.

Une somme de 660 millions de dollars sur trois ans. C'est sur quoi lorgne Madagascar. Une enveloppe qui est la totalité d'un double programme du Fonds monétaire international (FMI), à savoir, la Facilité élargie de crédit (FEC), et la Facilité pour la résilience et la durabilité (FDR). Toutefois, pour bénéficier de cette manne, il faudra préalablement convaincre la mission dépêchée par l'institution de Bretton Woods. L'Etat dispose de quinze jours pour négocier avec l'équipe d'économistes conduite par Frédéric Lambert,

on aimerait contribuer et appuyer dans le cadre de cette FEC", ajoute le chef de la mission du FMI. À l'instar d'autres entités internationales, l'institution de Bretton Woods est pointilleuse sur les questions de bonne gouvernance et de probité dans la gestion des deniers publics. Il s'agit de sujets incontournables dans les discussions relatives à la FEC. Avec la FRD, l'environnement s'inscrit parmi les thématiques majeures. La Facilité pour la Résilience et la Durabilité vise à appuyer les pays vulnérables au changement climatique. Les discussions sur les enjeux environnementaux expliquent la présence de Max Andonirina Fontaine, ministre de l'Environnement et du Développement durable, à la réunion d'hier.

Réformes

Bien que le volet énergétique n'ait pas été frontalement évoqué face à la presse à l'issue de la réunion d'hier, l'énergie reste un sujet délicat dans les négociations avec le FMI. Raison pour laquelle Jean-Baptiste Olivier, ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, a été dans l'équipe de l'Exécutif présente à Iavoloha. En face, Komenan Koffi, spécialiste principal du secteur énergie de la Banque mondiale, a renforcé la délégation du FMI. Les subventions étatiques à la Jirama constituent souvent le point d'achoppement des discussions. Sur cette question des subventions, justement, Frédéric Lambert estime que la distribution de kits solaires dans le projet "Hazavana ho anao" a "un bon potentiel". Selon ses dires, "il y a des effets positifs sur le budget puisque cela permet aux ménages qui s'éclairaient aujourd'hui au pétrole lampant de s'éclairer à l'énergie de source solaire, donc, c'est beaucoup moins coûteux et cela veut dire qu'il y a un coût moindre pour les ménages mais aussi pour le budget de l'Etat qui subventionne actuellement le pétrole lampant". Le chef de la mission du FMI note aussi "l'effet positif" du projet de distribution de kits solaires sur l'environnement. La raison est qu'il s'agit ici d'utiliser de l'énergie renouvelable. Seulement, le redressement du secteur énergétique afin de soutenir le développement économique reste une problématique. Dans la liste des sujets récurrents dans les négociations avec l'institution de Bretton Woods, le casse-tête de la vérité des prix du carburant n'a pas été évoqué. Madagascar a décidé de mener de front les négociations pour "un nouvel arrangement" au titre de la FEC et un accord pour bénéficier de la FRD. Les programmes du FMI impliquent inévitablement la mise en œuvre de réformes.



chef de mission. Ces derniers ont débarqué à Madagascar dimanche. Après une réunion au ministère de l'Économie et des Finances, lundi, ils ont eu une séance de travail avec l'Exécutif au Palais d'État d'Iavoloha hier. La partie étatique a été conduite par Andry Rajoelina, président de la République. Christian Ntsay, Premier ministre, a également été de la partie. Le Chef parle du rendez-vous d'hier comme d'une séance pour "échanger sur la coopération entre Madagascar et le FMI". Des échanges qui ont tout de même duré plus de trois heures et demie. Les échos de la réunion rapportent que la gouvernance, l'environnement et la question énergétique ont été parmi les principaux axes de discussion. Sur la question de la gouvernance, Frédéric Lambert "se félicite" du démarrage de la confection de la nouvelle stratégie de lutte contre la corruption. Elle sera appliquée sur dix ans et devrait être présentée en décembre. "C'est quelque chose sur laquelle

“Les programmes du FMI sont là pour appuyer les autorités dans les réformes. Donc, le programme qui serait soutenu par la FEC est assez aligné sur les priorités de la Politique Générale de l’État”, explique le chef de la mission, sur un ton rassurant. À l’entendre, il y aura “un volet renforcement de la gouvernance, des mesures pour aider au développement de l’industrialisation et un renforcement des filets de sécurité social, donc, le capital humain”. Le président de la République affirme que “Madagascar est déterminé à continuer les efforts pour améliorer la performance économique du pays,

à travers une croissance économique soutenue, la création et la valorisation des emplois, la stabilité des prix, l’équilibre externe, ainsi que les réformes institutionnelles”. Selon les explications de Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, ministre de l’Économie et des Finances, la mise en œuvre de la nouvelle FEC est prévue être axée sur quatre piliers. Il y a le pilier monétaire, la gouvernance, la croissance inclusive et le capital humain. Tout dépendra, pourtant, de l’issue des négociations en cours.

Syndicat des industries : La consommation du « Vita Malagasy » à renforcer

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 24 AVRIL 2024

Le Syndicat des Industries de Madagascar entend renforcer cette tendance, à travers la promotion du «Vita Malagasy » chez les consommateurs malgaches.

Faire du « consommer local » un mode de vie. « Les produits fabriqués localement n’ont rien à envier aux autres manufactures importées ». Voilà le constat de Tiana Rasamimanana, président du Syndicat des industries de Madagascar (SIM). Les initiatives de promotion des produits locaux se poursuivront cette année, des campagnes de sensibilisation et de communication sur les produits « Vita Malagasy » seront effectuées dans ce sens chez les membres de ce groupement professionnel. D’après le patron du SIM, une partie des efforts déployés par l’association pour cette année ira dans ce sens : « Nous allons aider les membres du SIM dans la communication en vue de promouvoir le «Vita Malagasy» et le label « Malagasy ny antsika ». Les industriels doivent fournir des efforts communs pour éduquer la clientèle à consommer local », affirme Tiana Rasamimanana, en marge de l’assemblée générale annuelle du SIM qui s’est tenue hier au Carlton Anosy.

Promotion

Les campagnes menées par le Syndicat des industries se focalisent sur les Grandes et moyennes surfaces (GMS), les épiceries et autres supports d’informations populaires, notamment les réseaux sociaux. Ces sensibilisations ont débuté dans la région Analamanga en 2020. Il s’agit surtout d’animations pour promouvoir divers produits, surtout là où



il y a le plus d’audience. Des jeux ont été organisés, par exemple, sur les réseaux sociaux récemment. Les animations auprès des points de vente se poursuivent également. Ces campagnes de sensibilisation sont menées de concert avec le ministère de l’Industrialisation et du Commerce. Le ministère de tutelle qui promeut aussi la production locale à travers son programme de pépinières industrielles One District, One Factory (ODOF). Un protocole d’accord signé entre les deux parties prévoit d’ailleurs une collaboration dans le cadre de la concrétisation du projet ODOF. Depuis quelque temps, les consommateurs sont conscients de la qualité des produits manufacturés localement. Seul bémol, les prix.

Industrie extractive: Energy Fuels rachète Base Resources

ARH. | LES NOUVELLES | 24 AVRIL 2024

Energy Fuels, un producteur d’uranium et de minéraux critiques basé aux États-Unis, rachète la société minière australienne Base Resources. Cette dernière a déclaré lundi qu’elle avait « accepté une offre de rachat de 375 millions de dollars australiens (soit 240,90 millions de dollars US) de la part du producteur américain d’uranium et de terres rares Energy Fuels ». L’accord créera une plateforme pour le financement et le développement du projet Toliara de Base Resources à Madagascar. La future production de monazite du projet devant être traitée dans l’usine en activité White Mesa d’Energy Fuels dans l’Utah, à l’Ouest des États-Unis. « Le groupe combiné aura la capacité financière et technique non seulement de faire de Toliara l’un des meilleurs projets de minerais critiques au monde, mais aussi de développer une chaîne de valeur intégrée pour les éléments de terres rares qui sont essentiels à la transition énergétique

mondiale », a déclaré Tim Carstens, directeur général de Base Resources. « Toliara devrait être la principale source d’approvisionnement en matières premières pour l’usine, avec une capacité de production moyenne de 21.800 tonnes de monazite contenant des terres rares par an à un coût qui, selon nous, sera égal ou inférieur à celui des autres principaux producteurs mondiaux d’éléments de terres rares (ETR), y compris ceux de Chine », a avancé le PDG d’Energy Fuels, Mark Chalmers, dans un communiqué de presse. L’équipe de direction de Base Resources continuera de superviser le développement et l’exploitation du projet Toliara. Une fois en production, la monazite de Toliara fournira une grande partie des matières premières nécessaires à l’installation de production d’oxydes d’ÉTR en expansion d’Energy Fuels à l’usine de Mesa.

Projet PADAP : Réhabilitation de 76 barrages hydro-agricoles

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 24 AVRIL 2024

Le projet PADAP (Projet Agriculture Durable par une Approche Paysage) vise à augmenter la productivité agricole en lien étroit avec une gestion durable des ressources naturelles dans les paysages sélectionnés. « Mis en œuvre depuis 2019, ce projet sous tutelle du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, et financé par l'IDA, le GEF et l'AFD touche à sa fin. Il est exécuté dans quatre régions et cinq paysages, à savoir les régions Analanjirofo, Boeny, SAVA et SOFIA », a évoqué Herinarivo Razafindralambo, le coordinateur technique de ce projet, lors de l'atelier de clôture de celui-ci, hier à l'hôtel Carlton.

Rendements augmentés.

De nombreuses réalisations de ce projet ont été énumérées à cette occasion. A titre d'illustration, 76 barrages hydro-agricoles ont été réhabilités et rénovés, 214 km de canaux ont été bétonnés. Ce qui a permis d'irriguer 3 315 ha de périmètres. En outre, 10 ponts ont été reconstruits et 77 km de pistes rurales ont été réhabilitées dans le but de faciliter la libre circulation des paysans et l'évacuation de leurs produits agricoles vers les marchés. Pour Marovoay, 7 300 ha de périmètres ont été aménagés. Dans le cadre de

l'intensification de l'agriculture, des semences améliorées, des engrais et des intrants agricoles ont été distribués pour soutenir les agriculteurs à développer leur production. Le projet est également intervenu dans la promotion des techniques agricoles améliorées auprès des paysans. « Comme résultat, les rendements de productivité du riz ont augmenté entre 5 tonnes et 5,5 tonnes/ha dans nos régions d'intervention contre une moyenne entre 2,5 tonnes et 3 tonnes/ha avant le projet », d'après les explications du coordinateur technique du projet.

Agro-écologie.

Pour une pérennisation des actions, 289 paysans semenciers formés exploitent actuellement 191 ha et ont produit 198 tonnes de semences. En outre, 3 685 paysans adoptent la technique agro-écologie sur 976 ha. À part la dotation en matériels et équipements agricoles pour une mécanisation de l'agriculture, 60 comités de gestion des matériels agricoles sont actuellement opérationnels au niveau des 5 paysages d'intervention. Par ailleurs, le projet a misé sur le reboisement et la restauration forestière.

Digitalisation : Les entreprises incitées à migrer vers le Cloud

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 24 AVRIL 2024

Un événement intitulé « Matinale digitale » a été organisé hier par l'Optimada en partenariat avec Sage à l'hôtel Carlton à Anosy.

C'était une occasion pour l'Intégrateur SAGE de référence à Madagascar de présenter les innovations technologiques en matière de digitalisation de la gestion de l'entreprise et de l'automatisation des traitements comptables, des ressources humaines et commerciales ainsi que de la dématérialisation. « Notre objectif consiste à optimiser les outils informatiques au service des entreprises », a expliqué Tiana Randrianasolo, gérant d'Optimada, une société de gestion créée en 2002, composée d'une équipe de jeunes et revendeur des produits et services Sage à Madagascar. Etant donné que le pays doit suivre l'évolution technologique, « Nous avons ainsi incité les entreprises à migrer vers le Cloud qui est un ensemble de serveurs hébergeant des logiciels et des applications et auquel on peut accéder via Internet, si chacune dispose d'un serveur local. Il parle également de l'intelligence artificielle », a-t-il poursuivi. Meilleure sécurité. Une démonstration de l'application en Cloud a ainsi eu lieu dans le cadre de cette « journée portes ouvertes », organisée

par l'Optimada en partenariat avec Sage. Des échanges d'expériences avec certaines entreprises utilisateurs, ne sont pas en reste. Les entreprises malgaches ont encore le choix d'héberger localement leurs données sur un serveur ou bien d'opter pour le Cloud qui procure de nombreux avantages. À titre d'illustration, cette solution offre une meilleure accessibilité, mobilité et une flexibilité ainsi qu'une sécurité contre toute forme de cyberattaque, de perte de données ou de vol ou piratage industriel. En outre, on peut consulter les données à tout moment avec une fluidité de connexion, et ce, depuis n'importe quel appareil. Pilotage des entreprises. Par ailleurs, Tiana Randrianasolo, le gérant de l'Optimada a souligné l'importance de la digitalisation de la gestion d'entreprise et l'enjeu de la dématérialisation et de l'automatisation des traitements des données. « Ce qui permettra d'assurer le pilotage des entreprises par leurs dirigeants tout en facilitant les traitements des opérations au quotidien pour les responsables. La visibilité des chiffres pour l'Etat et les organismes sociaux comme la CNaPS, n'est pas en reste », a-t-il conclu.

Industrialisation : Le Japon prêt à soutenir le projet ODOF

ITAMARA RANDRIAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 25 AVRIL 2024

Le ministre Edgard Razafindravahy et l'ambassadeur du Japon Abe Koji se sont rencontrés hier à Ambohidahy. Le projet ODOF était au centre des discussions entre les deux hommes.

La coopération économique entre le Japon et la Grande île se poursuit et s'élargit vers de nouveaux horizons. Abe Koji, ambassadeur du Japon, a été reçu en audience à Ambohidahy hier par le ministre de l'Industrialisation et du Commerce, Edgard Razafindravahy. Plusieurs sujets ont été abordés lors de cette entrevue, mais les deux hommes

ont principalement discuté du projet One District, One Factory. Le ministre Edgard Razafindravahy a présenté les avancées réalisées par la Grande île depuis le lancement du projet. « Cinquante et un districts disposent actuellement de machines qui permettent de transformer localement les produits pour qu'ils répondent aux besoins quotidiens de la population », affirme Edgard Razafindravahy. Ce sont les producteurs à la base qui bénéficient directement de cette initiative du ministère de l'Industrialisation. C'est d'ailleurs ce qui est continuellement rappelé aux entrepreneurs choisis



pour gérer une unité ODOF : « Faites attention à ce que les paysans et les producteurs ne soient pas lésés », insiste le ministre de l'Industrialisation et du Commerce. Il en ressort également des discussions que les deux pays partagent

une vision commune par rapport au développement à la base. D'après Abe Koji, « Le Japon est prêt à appuyer techniquement le ministère de l'Industrialisation, par le biais d'un soutien poussé aux paysans et aux coopératives de producteurs à la base pour qu'ils puissent développer leurs secteurs d'activités respectifs ». Cette vision commune ne s'arrête pas là. Les Japonais ont développé un concept similaire à l'ODOF. Il s'agit du One Village, One Product (un village, un produit). Ce sont des petites unités qui ne sont pas énergivores et gérées également par les coopératives. Edgard Razafindravahy et Abe Koji visiteront ensemble les districts dans lesquels sont implantés les unités industrielles du projet ODOF. Actuellement, vingt-et-une régions bénéficient du projet. Soixante-quinze machines ont été importées, comprenant des unités industrielles de fabrication de savon, d'huile végétale, de farine et bien d'autres denrées nécessaires pour les populations locales.

Transformation des systèmes alimentaires : Les progrès réalisés par Madagascar évoqués à Addis-Abeba

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 25 AVRIL 2024

Madagascar a participé activement à la réunion de revue de la progression de la transformation des systèmes alimentaires en Afrique qui s'est tenue récemment au Centre de conférences des Nations Unies à Addis-Abeba, en Éthiopie. Cet événement a eu lieu en marge de la 10e session du Forum régional africain sur le développement durable. A cette occasion, le Point focal des Systèmes Alimentaires, Clara Raherijaona a évoqué les progrès réalisés par la Grande île depuis la première réunion du bilan de la transformation des systèmes alimentaires. Parmi lesquels, elle a soulevé entre autres, le renforcement de la participation du secteur privé, l'importance de la diversification de la production alimentaire, la promotion d'une alimentation équilibrée, la professionnalisation des producteurs, la gestion de l'eau et le développement de l'agro-écologie.

Implication d'autres ministères

Dans cette perspective, une demande d'appui pour la négociation des soutiens techniques et financiers ainsi que la coordination régionale et nationale a été formulée auprès du Hub de coordination des systèmes alimentaires

des Nations Unies. En outre, « Madagascar ambitionne d'élargir la coordination des activités de mise en œuvre de sa Feuille de Route Nationale visant à soutenir la transformation des systèmes alimentaires afin d'atteindre les objectifs de développement durable de l'agenda 2030. Ce qui nécessite l'implication d'autres ministères concernés tels que les ministères de la Santé, de l'Environnement et du Commerce », a-t-elle fait remarquer. L'objectif est de faire face au changement climatique et de mieux gérer les ressources naturelles comme le sol et l'eau. Par ailleurs, une présentation du système de suivi financier des systèmes alimentaires a été effectuée lors de cette réunion afin de comprendre comment les États financent la transformation des systèmes alimentaires et d'identifier les contributions de leurs partenaires techniques et financiers internationaux. L'examen de l'implication du secteur privé, n'est pas en reste. À cette fin, trois études pilotes ont été réalisées au Nigeria, au Pérou et au Kenya, et seront reproduites dans 15 pays, a-t-on conclu.

Projet Taratra : Débats sur l'exploitation des ressources minières dans l'Atsimo Andrefana

R. EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 25 AVRIL 2024

Le projet Taratra, une initiative de l'église catholique multiplie les débats sur la bonne gouvernance des ressources naturelles dans la région Atsimo Andrefana.

Les rencontres avec les communautés locales se poursuivent pour mieux informer ces dernières sur les questions relatives aux droits et obligations en matière d'exploitation minière afin qu'elle apporte le maximum de bénéfices pour la population.

Objectifs atteints

Après Benetsy, dans la commune rurale d'Ankilimalinike, c'était au tour de la population des communes rurales de Belalanda et de Maromiandra, de recevoir une conférence-débat qui s'est déroulée le 19 avril dernier. La réunion qui a eu lieu dans l'enceinte de l'ECAR Saint Michel à Toliara et qui a vu notamment les interventions des responsables de

la Préfecture de Toliara, des Mines et de Justice et Paix, a eu le mérite d'avoir clarifié l'opinion locale sur les enjeux des ressources minières dont regorge la région Atsimo Andrefana. Un objectif atteint selon le coordinateur du projet Taratra Ralahy Emmanuel. "Pour cette édition, l'objectif est atteint car la population connaît mieux le projet Taratra à travers les sensibilisations. Pour nous, il est impératif que la population connaisse ses droits et obligations dans les projets d'exploitation. La discussion est la meilleure option quand il y a des soucis ou des incompréhensions sur un projet, et la population l'a compris" a-t-il déclaré.

Droits communs et droits individuels

Les intervenants à la conférence-débat ont notamment partagé avec le public un aspect important de l'exploitation des ressources naturelles. En l'occurrence la notion de droits communs et de droits individuels. Les droits communs

sont tout ce qui se rapporte à l'intérêt général comme la construction d'infrastructures pour le développement socioéconomique, alors que les droits individuels concernent chaque personne impactée par le projet d'extraction. A titre d'exemple cité durant les débats, il y a le cas du propriétaire foncier qui a le droit de bénéficier de compensations si son bien est concerné par un projet, mais dans la seule condition qu'il y ait réellement un projet d'extraction en cours. C'est pour cette raison, d'ailleurs que les membres de communautés locales participantes ont été sensibilisés à procéder à l'enregistrement légal de leurs biens fonciers afin de pouvoir jouir de leurs droits si un projet d'exploitation venait à se faire. En effet, « les personnes affectées par un projet doivent s'efforcer d'avoir des papiers en règle de leurs terrains car les droits à jouir diffèrent d'un propriétaire légal à ceux qui n'ont aucun document justificatif ».

Conscience collective

A l'issue de la conférence-débat qui a affiché un bilan satisfaisant, l'assistance a été ravie d'avoir pu en savoir plus sur l'exploitation minière. La rencontre a également éveillé une conscience collective sur la nécessité des projets miniers qui concourent au développement régional et national « Les projets miniers, apportent des avantages importants aux communautés locales » ont reconnu les participants. En citant notamment les compensations dont bénéficient les ayants droit et les ristournes perçues par les communes. « Toutes les parties prenantes peuvent tirer profit des projets miniers et tout dépend de la volonté des communautés à collaborer avec les exploitants et les autorités ». Parmi les participants, le jeune Jean qui a représenté la population de Belalanda, a fait état de la nécessité d'impliquer les



populations de toutes les communes de Toliara II et non pas seulement celles de Belalanda et de Maromiandra. J'appelle tout le monde à coopérer avec les autorités et l'exploitant. La population ne connaît pas exactement les avantages qu'elle pourrait tirer des projets miniers. Elle n'a eu vent que des rumeurs sur les maladies. Or, si c'est l'État leur a déjà accordé un permis, cela signifie que ces rumeurs sont infondées" a-t-il lancé. Fédia Rodine, représentante de la population de Maromiandra a pour sa part déclaré que « la population ne doit pas se laisser tromper par les rumeurs et doit s'en tenir aux explications apportées par les autorités » Et d'ajouter que « l'État agit toujours au profit de la majorité de la population qui n'a intérêt à rejeter les projets d'exploitation minières dont l'objectif final est le développement économique" Un espoir de développement dans l'Atsimo Andrefana connue pour une région qui n'arrive pas à se développer malgré ses immenses richesses.

Fisc : Partenariat entre la DGI et l'Ordre des Experts Comptables pour une meilleure gestion du contrôle fiscal

R. EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 25 AVRIL 2024

Réalité. Le partenariat public privé se concrétise entre la Direction Générale des Impôts et l'Ordre des Experts Comptables et Financiers de Madagascar.

Les deux entités sont parties pour une série de dialogues destinés à installer la confiance entre le l'administration fiscale.



A l'écoute

La première de la série a eu lieu, hier au Carlton à travers une rencontre axée sur les procédures de contrôle fiscal. Une démarche qui concrétise la volonté de la DGI d'être à l'écoute des parties prenantes dans les procédures fiscales. En effet, les experts comptables qui ont des relations étroites avec les contribuables, notamment, les grandes entreprises sont les mieux placés pour comprendre les difficultés

rencontrées par ces dernières surtout quand il s'agit des contrôles fiscaux. « Etre à l'écoute des partenaires et des contribuables, figure parmi les valeurs de la DGI » a expliqué le Directeur Général des Impôts, Germain. Pour l'OECFM cette rencontre est d'une importance car elle marque le début d'un processus de collaboration qui installera la confiance entre l'administration fiscale et les contribuables.

Solutions

Durant, cette rencontre la Direction Générale des Impôts, avec une équipe composée des techniciens de la Direction de la Législation Fiscale et du Contentieux (DLFC), de la Direction de la Recherche et du Contrôle Fiscal (DRCF), de la Direction des Grandes Entreprises (DGE) et du Service des Grandes Entreprises (SRE) Analamanga, a détaillé les procédures de contrôle fiscal afin que les experts comptables puissent mieux les appréhender et pouvoir ainsi proposer des solutions à certains aspects des contrôles fiscaux qui divisent trop souvent, le fisc et les entreprises contribuables. Les experts comptables, de leur côté ont partagé avec la DGI, les aspects de la comptabilité des entreprises pouvant aider à instaurer les procédures fiscales adéquates. Durant cette première rencontre, les deux parties se sont contenté des échanges et des propositions. Aucune décision n'est pas encore prise mais une autre réunion sur la comptabilité des entreprises est encore prévue. Toujours dans cette démarche de dialogue public privé, la DGI prévoit d'autres rencontres avec le secteur privé, dont le Groupement des Entreprises de Madagascar.

Technologie : l'Intelligence artificielle bientôt incontournable

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 25 AVRIL 2024

Un événement mettant en exergue l'intelligence artificielle (IA) dans le monde et notamment à Madagascar, s'est déroulé, hier, à l'IFM Analakely. L'objectif est de mettre en lumière les enjeux autour de l'IA dans le milieu professionnel. Le groupe ArkeUp à travers eTech Consulting, est le principal promoteur de cet événement, en partenariat avec le groupement des entreprises de Madagascar (Gem), la chambre de commerce et d'industrie France Madagascar (CCIFM), et parrainé par le ministère du Développement numérique, de la transformation digitale et des télécommunications (MNDPT). Plusieurs démonstrations réelles sur l'utilisation de l'IA dans l'entreprise ont été effectuées. De la gestion de stocks aux traitements de

mails et même à la relation directe avec la clientèle. L'IA sera, si elle ne l'est déjà, une technologie incontournable dans la plupart des milieux professionnels à Madagascar. «L'IA représente un domaine d'intérêt majeur, nous sommes convaincus que l'intégration et l'adoption de cette technologie très avancée peut véritablement transformer nos entreprises et notre économie», a précisé Mbolatina Andriamanantsoa, vice-présidente et porte-parole du Gem. «Nous vivons une époque de transformation radicale où la technologie, particulièrement l'IA, redéfinit les paradigmes dans presque tous les secteurs d'activités», explique la CCIFM. «L'idée c'est de démocratiser l'usage de l'IA», a confié Tahina Razafindramalo, ministre du MNDPT.

Douanes : Des véhicules mis en vente aux enchères

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 26 AVRIL 2024

Des véhicules stationnés au port de Toamasina seront prochainement mis en vente aux enchères. Ce sont des voitures qui, pour la plupart, sont à conduite droite ou ne sont pas conformes aux réglementations en vigueur dans le pays.

En pièces détachées. Une opération de vente aux enchères particulière se déroulera bientôt à Toamasina. Près de trois cents véhicules seront démantelés en pièces détachées pour être ensuite mis en vente publiquement. Une opération qui touche des voitures qui ont dépassé leur délai de dédouanement, mais aussi celles qui présentent certaines irrégularités par rapport aux réglementations du pays. D'après le Conseil des ministres de mercredi, il s'agit d'une opération en vue de décongestionner et de fluidifier la circulation dans le port. «Ces voitures entravent la circulation dans le port de Toamasina», fait savoir le rapport de la réunion hebdomadaire de l'Exécutif. Physiquement, il semblerait que ces véhicules n'aient rien à se reprocher, à l'exception du fait qu'ils soient à conduite droite et/ou qu'ils étaient stationnés depuis des années sur le terre-plein du port.

Châssis sectionnés

D'après le rapport du Conseil des ministres, le démantèlement de ces véhicules se fera aux frais des adjudicataires de la vente aux enchères. Pour éviter tout réassemblage une fois les voitures acquises, leurs châssis seront sectionnés, et les plaques constructeurs seront également enlevées. Une opération menée sous la supervision de la direction générale des douanes, ainsi qu'avec les autres services concernés. Des opérations de vente aux enchères publiques ont déjà été réalisées par la douane dans le passé. Cette fois-ci, il s'agit d'un cas de figure particulier. En se référant aux législations comprises dans le code des douanes, les marchandises qui restent pendant deux mois ou plus dans les entrepôts de la douane peuvent être vendues aux enchères. Cela, pour éviter que



celles-ci ne périment ou ne rouillent et ne puissent plus être utilisables. Cela est aussi une mesure prise dans le but d'éviter une accumulation similaire à ce que l'on retrouve à Toamasina. Un arrêté ministériel est sorti en décembre 2014, interdisant la circulation des véhicules avec une conduite à droite, importés après le mois de février 2012. Néanmoins, en 2016, le Conseil d'État avait accordé la libre circulation de ce type de véhicule, annulant de facto l'arrêté précédent. Il n'est pas rare de voir des véhicules à conduite droite dans la capitale. Cependant, certains propriétaires s'en défont. Des garages spécialisés dans la modification du tableau de bord en font même leur business. Néanmoins, ce genre d'opération coûte cher.

Comment dédouaner ?

Le propriétaire dépose un document d'authentification unique dans le système de dédouanement Sydonia World. S'ensuit le contrôle et la liquidation de la déclaration, suivis d'une procédure contentieuse. À l'issue de ces procédés, la douane procède à la main levée. Le client paie les droits et taxes à l'importation (DTI). Après cela, l'administration douanière procède au contrôle et à la constatation de sortie des marchandises dans le port ou l'aéroport en question.

YLANG-YLANG : Des entreprises étrangères en mission d'observation à Nosy Be

MAMINIRAINY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 26 AVRIL 2024

L'ylang-ylang malgache gagne davantage en notoriété sur le marché international. Des opportunités de partenariats commerciaux prometteuses s'annoncent après la visite de quatre entreprises étrangères à Nosy Be.

Des entreprises belges, japonaises et américaines effectuent depuis quelques jours une visite d'observation de la production d'ylang-ylang à Nosy Be en vue de partenariats commerciaux avec les coopératives de planteurs et de producteurs d'huiles essentielles. La plateforme des huiles essentielles de Nosy Be, qui réunit toutes les coopératives de producteurs d'ylang-ylang dans cette ville, a reçu la mission.



« Après des missions de prospection et des discussions menées par la plateforme, cette visite marque une autre étape dans le processus de partenariat avec ces entreprises

avant de conclure des accords de commande. Les visiteurs ont pu observer directement les plantations, les méthodes de production, évaluer le potentiel de production, étudier le marché et connaître l'historique de la filière », a expliqué Adolphe Samsidine, président de la plateforme des huiles essentielles de Nosy Be. «La mission a été un franc succès,» partage le patron des huiles essentielles de Nosy Be. «Toutes les exigences ont été satisfaites.» Si certains estiment que l'affaire est dans la poche, il préfère rester optimiste. «Les investisseurs nous ont fait part de leur enthousiasme. Nous sommes très confiants, les retours de leur mission nous parviendront au plus tard dans les deux mois à venir. De plus, la réputation mondiale de nos précieuses essences malgaches pour leur qualité supérieure est solidement établie,» a-t-il ajouté.

Responsabilité sociale

Cette mission d'observation sur le terrain fait suite aux différentes missions de prospection menées par la plateforme dans le but de promouvoir l'ylang-ylang malgache sur le marché international, notamment celle effectuée au Japon début février dernier. Ces entreprises se sont déjà engagées à respecter une exigence spécifique de la plateforme en matière de responsabilité sociale des entreprises (RSE). Des projets éducatifs, dont la construction d'écoles, ont été envisagés. La pose de la première pierre pour la construction de salles de classes au CEG Bemanondroba dans l'île aux parfums a d'ailleurs eu lieu lors de leur récente visite dans la ville.

Eau potable : Pénurie sévère dans 36% des quartiers de la Capitale, Un gap de 60 000 m³ par jour à combler

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 26 AVRIL 2024

La ville d'Antananarivo et ses environs font face à une crise aiguë de pénurie d'eau, avec un déficit quotidien dépassant les 60 000 mètres cubes. Néanmoins, la Jirama indique que des mesures sont en cours de mise en œuvre, pour faire face à cette crise.

Un problème sérieux ! C'est ce que l'on peut dire de la situation d'adduction d'eau potable à Antananarivo, d'après les explications fournies par Hilarion Ramiaramanana, chef of Emergency Network Water au sein de la Jirama. Outre la forte croissance démographique et la rareté des ressources en eau, cette situation alarmante est exacerbée par des pannes fréquentes dans les infrastructures de production et de distribution d'eau potable, en raison de leur vétusté. Les quartiers périphériques et les zones en altitude sont les plus durement touchés par ces perturbations, où la fourniture d'eau est discontinuée voire complètement interrompue. Les zones les plus impactées comprennent la Zone Ouest (Itaosy, Ambohimangidy, Fenoarivo, Ambohidrapeto), la Zone Nord-Ouest (Ivato, Ambohidratrimo, Ilafy, Lazaina), la Zone Centre (Faravohitra, Ankatso, Andraisoro, Fort Duchesne, Fort Voyron), la Zone Est (Ambatomaro, Ambohimangakely,

Alasora) et la Zone Sud (Bongatsara, Andoharanofotsy, Ankaraoabato, Merimanjaka).

Des zones rouges.

Actuellement, 36% des quartiers d'Antananarivo souffrent d'une pénurie d'eau, dont 4% sont classés en situation critique, ne recevant pas d'eau autant le jour que la nuit, et 32% sont classés en situation d'alerte, n'ayant accès à l'eau qu'une partie de la journée. En outre, la production et la distribution d'eau pour ce mois d'avril dépendent largement du réseau électrique, ce qui aggrave la situation. De plus, des problèmes d'approvisionnement en pièces de rechange et en matériel de maintenance, ainsi que des difficultés dans le processus d'achat et de recrutement de personnel, entravent les efforts pour résoudre ces problèmes.

Solutions appliquées.

Selon Hilarion Ramiaramanana, des mesures d'urgence ont été prises pour atténuer les conséquences de cette crise, notamment l'application d'une alternance dans la distribution d'eau entre les quartiers en manipulant les vannes et en équilibrant le réseau. De plus, des camions citernes ont été mobilisés pour approvisionner les quartiers les plus touchés. Concernant les investissements à moyen

terme, des travaux d'amélioration sont en cours dans plusieurs endroits stratégiques, notamment à Fort Voyron, à l'UTC Ampirika, et aux UTC de Tanjombato II et Bemasoandro II. De nouveaux forages sont également prévus, notamment au Palais d'Iavoloha, afin de sécuriser l'approvisionnement en eau et de soulager le réseau public. Plusieurs projets d'aménagement de nouvelles stations et châteaux d'eau sont également envisagés dans différentes zones de la ville. Des projets structurants tels que le projet Jirama Water III

visent à résoudre le problème de pénurie d'eau actuel et à répondre à la demande future en augmentant la production, en étendant et en réhabilitant les infrastructures existantes. Bref, la crise de pénurie d'eau potable à Antananarivo nécessite des actions immédiates et concertées de la part des autorités locales et nationales, ainsi que des efforts soutenus pour moderniser et renforcer les infrastructures de distribution d'eau afin d'assurer un approvisionnement stable et durable pour les habitants de la capitale malgache.

China Railway 18th Bureau : 12 projets d'infrastructures d'un montant de 170 millions de dollars dans l'Atsimo-Andrefana

R. EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 26 AVRIL 2024

L'entreprise chinoise de travaux publics, China Railway 18th Bureau qui fête cette année ses 20 ans de présence à Madagascar, fait partie de ces entreprises qui contribuent au développement économique du pays.

Notamment dans le domaine des infrastructures puisque l'entreprise totalise actuellement 12 projets pour un montant total de 170 millions de dollars, rien que dans la région Atsimo-Andrefana.

Force.

Une performance qui continue de se concrétiser puisque China Railway 18th Bureau a récemment décroché et lancé le projet de la troisième phase des routes municipales de Toliara. Il s'agit plus précisément de travaux de construction d'installations annexes destinées à améliorer la circulation et à embellir la ville de Toliara. Le démarrage de ce nouveau projet met en évidence non seulement la solide force de l'entreprise China Railway 18TH Bureau Group dans le domaine de la construction des infrastructures de base, mais aussi les résultats continus de son développement sur le marché local. En effet, au cours des 10 dernières années, le groupe chinois a pris en charge et réalisé, avec succès, 12 projets majeurs dans la région de Tuléar, pour un montant total d'environ 170 millions de dollars, chacun étant un projet clé pour le bien-être des populations. Du projet de la première phase de la route nationale n° 9 et du pont de Befandriana au projet de la deuxième phase de la route nationale n° 9 et du pont de Mangoky, l'entreprise a ainsi contribué à l'amélioration continue du réseau routier en utilisant une technologie moderne. L'excellent état du réseau routier urbain de Toliara témoigne, d'ailleurs du sérieux

dans lequel le groupe réalise les projets China Railway 18TH Bureau Group, annonce par ailleurs des projets d'adduction d'eau à Toliara I. En matière de développement agricole, a également réalisé trois importants projets hydrauliques garantissant ainsi des ressources en eau stables pour l'agriculture et l'écologie de la région.

Professionalisme.

La réalisation de cette série de projets démontre, en tout cas, le professionnalisme de cette entreprise qui figure, d'ailleurs parmi les groupes chinois, opérant dans de nombreux pays en développement. « Dans notre démarche, nous appliquons le concept de « benchmarking » de première classe, et la création de valeurs, tout en mettant l'accent sur une gestion précise, en optimisant l'allocation des ressources, en améliorant l'efficacité de production et en réduisant les coûts, dans le but de maximiser les bénéfices économiques et sociaux des projets », explique un responsable du groupe. Par ailleurs, « notre pratique d'une gestion moderne renforce non seulement la compétitivité, mais insuffle également une nouvelle vitalité au développement économique et social local ». Notons qu'en cette année 2024, China Railway 18th Group fête son 20ème anniversaire sur le marché malgache des travaux publics. L'entreprise annonce déjà son intention de performer davantage en misant sur ses valeurs basées sur la bonne qualité et la recherche permanente de satisfaction du client. La présence et la performance de China Railway 18th Bureau Group sont par ailleurs considérées comme l'une des preuves de l'excellence des relations entre Madagascar et la Chine.

Développement sectoriel: Madagascar se dotera d'un Plan directeur de l'Élevage

ARH. | LES NOUVELLES | 26 AVRIL 2024

Le processus d'élaboration du Plan directeur du secteur de l'élevage (PDSEM) à Madagascar a démarré officiellement, hier sous l'égide du ministère de l'Agriculture et de l'élevage (Minae). Les activités menées devraient dynamiser un secteur clé de l'économie malgache, considéré comme un levier de réduction de la pauvreté, d'amélioration de la sécurité alimentaire et de la promotion d'une croissance économique durable.

«Le PDSEM sera un document-cadre crucial, pour coordonner efficacement les activités visant à développer le secteur de l'élevage, en ligne avec les objectifs fixés

par la Politique Générale de l'Élevage (PGE)», a avancé Michel Anondraka, directeur général de l'Agriculture et de l'Élevage, à cette occasion. «Parmi ces objectifs figure notamment l'augmentation de la consommation de produits laitiers, de viande et d'œufs dans le pays», a-t-il ajouté.

Ce responsable ministériel a également mis en avant la promotion des filières de l'élevage, en adoptant «une approche ciblée sur des secteurs clés tels que l'élevage bovin, la production laitière, l'apiculture, l'élevage porcin et avicole». Ce plan de développement répond aux défis et exigences liés à la diversité de l'élevage à Madagascar, notamment la sécurisation des facteurs de production,

la gestion des ressources génétiques animales, la santé animale, la valorisation des produits de l'élevage et l'accès aux marchés.

Eviter la dispersion des activités

Selon toujours Michel Anondraka, «l'organisation efficace des filières est essentielle pour éviter la dispersion des activités en milieu rural, ce qui nuit à la productivité». Il insiste sur la nécessité de restructurer chaque filière pour accroître la productivité et favoriser l'implantation d'industries agro-alimentaires dans le pays. Car, selon lui, «un des principaux

obstacles à surmonter est la faiblesse des investissements dans le secteur de l'élevage», entraînant une baisse de la productivité, d'autant plus préoccupante avec la croissance démographique du pays.

Pour soutenir Madagascar dans cette initiative, l'Institut International de Recherches sur l'Elevage (ULRI) apporte son expertise technique et scientifique, dans l'élaboration de plans directeurs de l'élevage dans plusieurs pays. «Nous allons nous projeter sur une période de 15 ans avec un plan de mise en œuvre sur cinq ans», a conclu Michel Anondraka.